

Communiqué de soutien aux agents du Centre de santé mentale JB PUSSIN

La Fédération FO des personnels des Services Publics et de Santé apporte son soutien plein et entier à tous nos camarades du Centre de santé mentale JB PUSSIN (CH de Lens) incriminés, pour partie, dans un rapport **du Contrôleur Général des lieux de privation de libertés (CGLPL) sur la situation des prises en charge des patients**. Ce rapport, repris dans de nombreux médias nationaux (Le Monde, Ouest France, Libération, Le Parisien, ...) jette le discrédit et l'opprobre sur le travail au quotidien des personnels de la psychiatrie publique sur ce territoire.

Depuis plusieurs années, les professionnels de ces structures, avec leur syndicat FO, dénoncent auprès de leurs directions et ARS de nombreux dysfonctionnements sans qu'aucune réponse satisfaisante ne leur soit donnée. Défauts matériels et architecturaux, manque de soignants, turnover important, manque de concertation médico-soignante, ...sont autant de problèmes qui ont été remontés soit par les agents eux-mêmes au travers de FEI, soit par les représentants FO du CH de Lens au travers d'interpellations, de résolutions et de mesures d'alerte au CHSCT (entre autres instances) ou encore auprès des tutelles.

Aujourd'hui, ces personnels sont troublés, lorsqu'ils ne sont pas en colère, d'être ainsi mis collectivement responsables de certaines situations décrites dans ce rapport.

Et pourtant ces équipes prennent en charge au mieux les patients qui leurs sont confiés... avec les moyens qu'on leur donne !

Pour la Fédération FO SPS, malgré les grands discours concernant la psychiatrie qui devrait être la première des grandes causes de santé publique, rien ne change. La situation du CH de LENS n'est malheureusement pas isolée et, alors que la psychiatrie publique est dans la tourmente, les solutions apportées par le gouvernement sont minimalistes, mais surtout elles poursuivent la politique de délitement de cette spécialité.

Insuffisance budgétaire, fermetures de lits, fin des dérogations à l'intégration aux GHT, nouvelle législation sur l'isolement et la contention, perte d'attractivité médicale et paramédicale, insuffisance de la formation socle en IFSI, psychologues et personnels sociaux en détresse, sont autant de maux que les paroles gouvernementales ne sauraient guérir pour sauver la psychiatrie publique.

La Fédération FOSPS attend donc la réponse du ministre sur ces dossiers sans quoi, la désaffectation des professionnels continuera malgré les revalorisations salariales issues du Ségur de la Santé et les rapports en tout genre incriminant les établissements en déshérence (et avec eux leurs agents) s'amoncèleront encore.

Le secrétariat fédéral

Paris, le 3 mars 2022